

Le 19 août 1992
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris - Tél. : 48 01 88 29

29 000

TRAVAILLEURS, PAYSANS, CHOMEURS, JEUNES, RETRAITES VOUS APPELLENT AVEC LE PARTI DES TRAVAILLEURS A

VOTER NON

LORS DU REFERENDUM SUR MAASTRICHT LE 20 SEPTEMBRE 1992

L'appel reproduit dans ce tract a été adopté le 14 juin 1992 lors d'une conférence pour l'unité contre les privatisations, pour la défense des services publics. Depuis lors, 29 000 signatures sont venues l'appuyer. Un comité national pour le vote non s'est constitué, rassemblant 231 citoyennes et citoyens de 52 départements, militants, élus, syndicalistes, médecins, artistes, dans la diversité de leurs opinions. Faites connaître cet appel. Votez, faites voter pour le non. Ensemble constituons les comités unitaires de base pour que triomphe le non à Maastricht.

Réunis, à l'initiative du Parti des travailleurs, en conférence de militants mandatés pour l'unité contre les privatisations, pour la défense des services publics, nous, 195 délégués et 50 observateurs, appelons à voter NON au référendum. Unité pour le NON au traité de Maastricht !

Nous appelons le peuple français, agriculteurs et travailleurs, chômeurs et jeunes voués au travail précaire, à répondre NON. Nous, militants de toutes tendances et organisations se réclamant du mouvement ouvrier et démocratique, appelons à constituer des comités unitaires de base pour l'unité des travailleurs et des organisations, pour le NON à Maastricht, pour que soit défaite la coalition des « oui ».

Rejeter dans l'unité Maastricht et ses conséquences, c'est défendre les conquêtes sociales et les libertés arrachées par la lutte de classe :

- C'est défendre l'emploi des travailleurs des villes et des campagnes, confrontés aux « restructurations industrielles » et à la Politique agricole commune (PAC) ;
- C'est défendre les services publics ;
- C'est défendre le droit à la santé et à la protection sociale ;
- C'est défendre la laïcité ;
- C'est défendre les communes dont l'existence même est menacée au nom de « l'harmonisation européenne » ;
- C'est défendre l'interdiction du travail de nuit pour les femmes dans l'industrie ;
- C'est défendre les droits de la jeunesse à l'instruction, à la qualification ;
- C'est défendre les enfants qu'une honteuse directive européenne prétend livrer à l'exploitation patronale dès l'âge de 13 ans ;
- C'est défendre les libertés et l'indépendance des organisations syndicales ;
- C'est défendre les conventions collectives et les statuts ;
- C'est défendre les chômeurs qu'on voudrait priver de droits et livrer massivement à la précarité.

Assurer et garantir le progrès de la civilisation humaine exige que soit remis en cause le système de la propriété privée des grands moyens de production que le traité de Maastricht prétend préserver. Assurer et garantir le progrès de la civilisation humaine, préserver les conquêtes sociales et politiques exige pour commencer que, par l'unité, soient balayés les accords de Maastricht.

Nous lançons un appel : organisons dans les entreprises, les quartiers, les localités, des réunions publiques de débat sur Maastricht avec des responsables du Parti des travailleurs. Ensemble, constituons les comités unitaires de base pour le non à Maastricht. Inscrivons-nous dans la lutte commune avec tous les peuples d'Europe, avec toutes les organisations qui, au Portugal et en Espagne, en Grande-Bretagne et en Belgique, en Allemagne et au Danemark, en Suisse, en Italie, en Pologne et Hongrie, en Russie, en Yougoslavie, en Grèce, en Roumanie, ont engagé avec l'Alliance européenne des travailleurs le combat contre le traité de Maastricht, pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie. Ensemble, assurons le succès de la manifestation européenne de défense des mines et de la sidérurgie à Bruxelles, le 27 septembre.

Il s'agit de l'unité pour mettre en échec Maastricht et ses conséquences.

Il s'agit de l'unité des travailleurs et des organisations pour faire aboutir, par et dans la lutte de classe, les revendications légitimes, pour défaire la politique du gouvernement.

Il s'agit de l'unité qui en finira avec les institutions antidémocratiques de la Ve République dont Maastricht est le prolongement européen. L'unité qui établira la démocratie par le biais d'une Assemblée constituante souveraine composée des délégués du peuple.

Il s'agit de l'unité qui exige que les revendications et aspirations du peuple travailleur et de la jeunesse soient représentées, et qu'en particulier des candidatures ouvrières indépendantes, porteuses d'un tel mandat, soient présentes lors des prochaines élections législatives.

Travailleurs des villes et des campagnes, militants de toutes tendances, chômeurs, retraités, jeunes, telles sont les raisons qui amènent notre conférence de délégués pour l'unité et le Parti des travailleurs à vous appeler à constituer les comités unitaires de base pour que triomphe le non à Maastricht.

Telles sont les raisons qui nous amènent à proposer de constituer, quelles que soient les différences d'opinions de chacun, un comité national pour le Non à Maastricht.

NON A L'EUROPE DE MAASTRICHT !

- **Pour la défense des droits acquis de la population laborieuse : travail, santé, école, protection sociale, garanties collectives ;**
- **Contre l'Europe des privatisations, de la politique agricole commune, de la destruction de l'école publique, des licenciements ;**
- **Contre l'infâme accord sur l'UNEDIC, contre la remise en cause des retraites ;**
- **Pour que l'unité des travailleurs et des organisations mette en échec les plans de Maastricht et de Mitterrand**

NOUS APPELONS A VOTER NON LE 20 SEPTEMBRE

Nom Prénom	Adresse	J'adhère au comité	Je verse

A une semaine du référendum, la Libre Pensée et la Fédération des cercles de défense laïque organisent un meeting national pour la défense de l'école publique, pour l'ouverture des classes, la nomination des maîtres nécessaires pour la rentrée scolaire, contre l'Europe vaticane, pour le vote NON à Maastricht.

Le Parti des travailleurs soutient cette initiative et vous invite toutes et tous à participer au

MEETING

DIMANCHE 13 SEPTEMBRE 1992

14 H 30 - GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE

Imprimerie spéciale